



La RDC doit-elle seulement nous rapporter ?¹

Communiqué de Survie, le 16 juillet 2008

Dans les relations avec la République Démocratique du Congo, il ne faut pas oublier la question essentielle d'une population livrée sans défense à l'impuissance gouvernementale et aux exactions des armées ethniques, pour ne s'occuper que des liens d'affaires comme seul horizon politique.

Aujourd'hui 16 juillet 2008, le président de la République française Nicolas Sarkozy, reçoit en visite d'Etat le président de la République Démocratique du Congo, Joseph Kabila.

A cette occasion, Survie tient à rappeler à la situation précaire que vit l'immense majorité des soixante trois millions d'habitants de ce pays et celle, particulièrement insupportable au regard des droits de l'Homme, que subissent ceux des provinces du Nord et du Sud Kivu.

Depuis cinquante ans jusqu'à maintenant, le sort du Congo a été voué au chaos, à la dictature, aux guerres ethniques, en même temps qu'au pillage de ses richesses qui était la cause principale de ses maux.

Les Congolais ont payé un prix exorbitant, en nombre de victimes, en paupérisation, pour l'enchaînement qui les a menés de l'odieuse dictature de Mobutu aux guerres civiles qui depuis quinze ans sont la conséquence du génocide perpétré au Rwanda voisin.

L'assassinat de Laurent Désiré Kabila, tombeur de Mobutu, jamais élucidé mais pour lequel des inculpés ont été condamnés sans preuves, dont plusieurs sont toujours détenus dans des conditions inhumaines², l'arrivée au pouvoir de son fils Joseph Kabila, sous l'égide des puissances occidentales, qui n'a guère amélioré le sort des populations, marquent les épisodes de la rivalité des appétits des puissances locales et mondiales à l'égard de l'exploitation des richesses du Congo.

Nous demandons que cette course aux richesses du Congo ne se fasse pas sur le dos des populations, dans l'indifférence hypocrite de la communauté internationale à l'égard des innombrables victimes qui aujourd'hui encore payent le prix du cynisme des grandes puissances. Avant de se préoccuper de savoir qui aura accès au grand bradage des ressources congolaises, le devoir des Etats qui prétendent se fonder sur le respect des droits de l'Homme est de se préoccuper en priorité de la sécurité des Congolais et du respect de leurs droits selon les conventions fondant l'existence de l'ONU et des organismes chargés de poursuivre les crimes contre l'humanité.

Nicolas Sarkozy représentant à la fois les intérêts de la France et de l'Europe, en restera-t-il aux ambitions coloniales au mépris des enjeux de civilisation ?

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie-france.org Tél. : 01 44 61 03 25

¹ Selon le mot de M. Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la coopération.

² L'attention des autorités de Kinshasa et de la communauté internationale a été à plusieurs reprises attirée sur le sort de ces détenus, en vain.